

Communauté La « bagarre de bac à sable » PS-CDH

A lors que le gouvernement wallon reprend du service ce jeudi, celui de la Communauté française se rapproche à grands pas : ce sera le 30 août, mercredi prochain. Le dernier exécutif à reprendre le chemin du travail sera le bruxellois, le 7 septembre. En Communauté, l'ordre du jour n'est pas encore définitif, mais il nous revient qu'un point assez sensible sera abordé : celui des neuf ASBL du secteur de l'Aide à la jeunesse dont les subsides sont bloqués depuis plusieurs mois.

Pour rappel, en juillet, le CDH a soupçonné « une procédure opaque » dans un appel d'offres lancé par le ministre de l'Aide à la jeunesse Rachid Madrane (PS) : les huit bénéficiaires de subsides sont proches d'associations socialistes. Deux d'entre eux sont même liés à un membre du cabinet du ministre socialiste. Les autres associations sont gérées par des CPAS où le PS est aux affaires (Liège, Charleroi, Tournai) ou encore liées à certains réseaux « rouges », comme Solidaris. La ministre CDH Alda Greoli a donc décidé de bloquer le dossier en attendant de faire toute la transparence. En représailles, le PS aurait, selon la centriste, bloqué le processus de subsidiation de l'ASBL Tamaris (étiquetée CDH car le député bruxellois André du Bus est un des administrateurs) - ce que les rouges contestent. Selon eux, l'appel d'offres n'a d'ailleurs rien de suspect : ils ont reçu trop peu de projets par rapport à l'offre, donc toutes les propositions ont été acceptées.

Aujourd'hui, le nouveau directeur de Tamaris, Grégoire Nyssens, tire la sonnette d'alarme : il risque tout simplement de mettre la clé sous la porte, faute de liquidités. L'ASBL gère en fait deux centres d'accueil spécialisés pour les adolescents en grande souffrance, chacun accueillant 15 jeunes : Tamaris et Tamaya. C'est le second, ouvert depuis 2014, qui est menacé de fermeture. Depuis le début de cette guéguerre PS-CDH, l'association a tenté tant bien que mal de sauver les meubles : « Nous avons fonctionné avec des fonds propres de janvier à juin. Nous n'en avons plus », déplore Grégoire Nyssens. *Nous avons réussi à tenir en juillet-août grâce à un prêt, mais nous arrivons au bout.* »

Le directeur, qui n'est pas issu du monde politique, dénonce une « bagarre de bac à sable » au sein du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, entre les cabinets Madrane et Greoli. Il détaille : « Lorsque j'appelle au cabinet CDH, on me dit que la ministre soutient l'association mais que le PS bloque. Et quand j'appelle au cabinet PS, on me répond que c'est le CDH qui bloque... Qu'est-ce que je fais, moi, si je n'ai pas mon subside ? Je dis aux jeunes qu'ils doivent partir ? Cela ne va pas, c'est scandaleux. » D'autant que l'association travaille avec des profils très fragilisés : « Nous avons par exemple des "enfants boomerang", qui ont été renvoyés d'un centre à l'autre et qui ont parfois eu 10 lieux d'hébergement. Nous avons déployé une pédagogie de non-renvoi et de prise en charge

longue. »

15 équivalents temps plein menacés

Grégoire Nyssens estime que les deux partenaires doivent se comporter comme des parents qui se sépareraient : « Même en cas de crise, les parents doivent continuer de s'occuper des enfants et de payer leur pension alimentaire. Cette violence institutionnelle est inacceptable. J'espère encore que la crise politique entre le PS et le CDH ne mettra plus en péril notre institution qui accueille les adolescents en danger. »

La preuve de la nécessité de ces centres d'accueil, c'est la demande, très élevée : le directeur affirme qu'il a trop de demandes par rapport au nombre de places disponibles. Il refuse que les jeunes accueillis aujourd'hui soient laissés sur le carreau et s'inquiète de devoir geler les procédures d'admission en cours. Ce bras de fer pourrait également avoir des retombées au niveau de l'emploi : 15 équivalents temps plein sont menacés (des éducateurs, des psychologues, etc.).

Dans les cabinets, on tente de rassurer, notamment chez Rachid Madrane : « Nous sommes conscients que la situation est difficile et nous espérons apaiser les tensions et trouver une solution pour tous lors du gouvernement de rentrée. Le ministre a toujours eu le souci de créer de nouvelles places pour prendre en charge les enfants en difficulté. » Autant dire que Tamaris attend impatiemment que les actes rejoignent les paroles, le 30 août prochain. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT